

Maroc-Algérie : le Roi met Alger sur la défensive

MAGHREB La question du Sahara occidental mine les relations entre les deux pays

► En appelant Alger à un dialogue direct, Mohamed VI s'est donné le beau rôle.

► Le mutisme d'Alger ne fait rien pour atténuer cette impression.

Est-il possible de réconcilier deux frères ennemis quand ils s'appellent Maroc et Algérie ? De lourds contentieux minent leurs relations depuis quasiment l'indépendance de la seconde, en 1962, et la fermeture de leur frontière commune par Alger en 1994, il y a donc 24 ans déjà. Ce 6 novembre, le roi Mohamed VI a lancé un appel pour un « dialogue franc et direct ». Les autorités algériennes n'ont pas encore répondu et on peut estimer que ce silence hautain constitue en soi la réponse d'Alger.

Ce n'est pas la première fois que le souverain chérifien tend la main à son voisin. Il l'a d'ailleurs rappelé : « Depuis mon accession au trône, j'ai appelé avec sincérité et bonne foi à l'ouverture des frontières (...), à la normalisation des relations maroco-algériennes ». Cette fois, comme pour crédibiliser son propos, il a été plus précis, évoquant la création d'« un mécanisme politique conjoint de dialogue et de concertation » en précisant que « le niveau de représentation au sein de cette structure, son format, sa nature [seraient] à convenir d'un commun accord », et que « le Maroc est ouvert à d'éventuelles propositions et initiatives émanant de l'Algérie ».

Rabat s'est aussi assuré que le message soit bien audible, une source officielle « anonyme »

contactant l'AFP pour spécifier que « tout grief serait examiné sans tabou », comme « la drogue, la contrebande, la question du Sahara occidental, les faits historiques non clarifiés, les conventions non respectées »... Un menu potentiel très chargé ! Et pourtant, rien ne devrait bouger, pour le moment.

A Alger, tout se passe comme si le régime réagissait par un simple haussement d'épaules agacé. Officiellement, aucun responsable n'a répondu au roi. Une source « autorisée » a toutefois consenti à faire une déclaration au site tsa-algerie.com : « Cette offre douteuse (...) est un non-événement qui ne mérite pas de réponse formelle ». Un autre site algérien, algeriepatriotique.com, semble de son côté avoir pris sur lui de donner une appréciation plus insolente : « Mohamed VI a tout l'air d'avoir ruté son coup en tentant de piéger son voisin de l'Est à qui il a tendu une fausse main amicale. L'attrape-nigaud n'a pas fonctionné (...) ». Ambiance.

En réalité, les « décideurs » algériens doivent fulminer. Car le discours de Mohamed VI, habile, donne à penser que c'est le Maroc qui se montre, et de loin, le plus désireux de nouer un dialogue sérieux.

Or, comme l'observe pour nous Ali Lmrabet, un journaliste marocain « pestiféré », « le régime exhibe de temps à autre une sorte de main tendue, alors qu'il sait parfaitement qu'elle sera refusée à Alger ».

Car si le Maroc s'enlise dans une situation socio-économique des plus difficiles qui rend périlleuse la gestion du pays, son grand voisin de l'Est ne pavoise

pas non plus. Contactée par la télévision France 24, la politologue française Khadija Mohsen-Finan énumère au moins deux raisons pour expliquer le mutisme d'Alger après le discours royal : d'une part, « l'Algérie vit un temps d'incertitude politique, avec l'annonce d'un possible cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika affaibli, qui se présenterait aux élections d'avril prochain. Dans ce contexte d'in-

certitude, on ne sait pas bien quels interlocuteurs vont gérer à l'avenir ce dossier des relations entre les deux pays : l'armée, la présidence ? Cela peut expliquer l'absence de réponse algérienne ».

Et, d'autre part, « des discussions doivent débiter début décembre à Genève sous l'égide de l'ONU pour avancer sur la question du Sahara occidental, avec les principaux acteurs du conflit : le Maroc, l'Algérie, le Front Polisario (mouvement politique qui milite pour l'indépendance du Sahara occidental) et la Mauritanie. Et, dans ce contexte, l'Algérie a tout intérêt à ne pas réagir à chaud pour garder un pouvoir de négociation au moment où s'ouvriront ces discussions, qui étaient bloquées depuis 2012 ».

Le Sahara occidental constitue en effet à coup sûr le nœud du problème entre les deux États. Les Algériens ont très tôt pris fait et cause pour les indépendantistes sahraouis dans ce dossier régional douloureux. Ils offrent même au Polisario une base terrestre, à Tindouf, dans le sud-ouest de l'Algérie. Sans le soutien algérien, on peut même se demander si les Marocains n'auraient pas réussi l'annexion du territoire sahraoui qu'ils ont

envahi en 1975 après le retrait du pouvoir colonial espagnol. Grâce à Alger et aussi à leur conviction politique inébranlable, les partisans du Sahara occidental indépendant ont réussi à garder l'espoir d'une issue heureuse.

Il n'en reste pas moins qu'en l'espèce le roi Mohamed VI a marqué un point avec son discours car c'est son appel au dialogue que la communauté internationale retiendra. Ainsi que le silence d'Alger. ■

BAUDOUIN LOOS

CHANTIER GIGANTESQUE

Le Roi et Macron inaugurent le premier TGV en Afrique

C'est l'événement du jour au Maroc : la ligne de train rapide Tanger-Casablanca a été inaugurée ce 15 novembre par le roi Mohamed VI et le président français Emmanuel Macron. Ce premier TGV construit en Afrique par Alstom et SNCF International a coûté plus de 2 milliards d'euros. Il reliera à partir de la fin du mois deux villes (du nord au centre du pays) séparée par environ 350 kilomètres. Ce chantier n'a pas plu à tous. Comme le rapporte le site middleeasteyes.net, « un collectif d'économistes, de militants et d'acteurs associatifs s'est mobilisé pour dénoncer le coût de la ligne à grande vitesse. Avec 23 milliards de dirhams (2,1 milliards d'euros), le budget d'un tel projet permettrait de réaliser 25.000 écoles en zone rurale, 25 grands centres hospitaliers universitaires totalement équipés et d'une capacité globale de 22.000 lits, (...) ».

PLUS DE 1.600 KM DE FRONTIÈRE COMMUNE

La plus longue frontière terrestre fermée de nos jours

L'histoire contemporaine de la frontière entre le Maroc et l'Algérie est jalonnée de péripéties fiévreuses. Dès 1963, soit un an après l'indépendance algérienne éclate la « guerre des sables »

en raison même des imprécisions du tracé frontalier, elle dure quelques semaines sans rien changer. En 1972, les deux pays signent un accord sur le tracé de leur frontière mais le Maroc mettra 20 ans à le ratifier. En 1994, en pleine « sale guerre » en Algérie, un attentat à Marrakech décide le Maroc, qui y voit la main d'Alger, à imposer des visas aux Algériens. Alger réplique en fermant sa frontière terrestre. Elle n'a jamais été rouverte.

B. L.